

LE 30 MARS : TOUTES ET TOUS MOBILISE.ES
MANIFESTATIONS DANS LES TERRITOIRES A L'APPEL DE :
(FSU ?) UNSA-EDUCATION, (CGT-EDUCATION ?) SGEN-CFDT, (SNALC ?) (FO ?)



Le ministère de l'Éducation nationale poursuit sa politique éducative rétrograde et libérale sans prendre en compte ni l'expertise professionnelle des acteurs de terrain, ni les avis de leurs organisations syndicales, ni ceux de l'ensemble de la communauté éducative.

L'amélioration de notre système éducatif exige certes, une ambition politique forte mais également une construction élaborée dans l'écoute et la concertation. Or, le ministre entend imposer de nombreuses transformations en utilisant la marche forcée. C'est un déni du dialogue social.

Pour nos organisations, ces transformations, par leur contenu et la méthode, vont le plus souvent accroître les inégalités, dégrader les conditions de travail des personnels sans répondre à la nécessité d'améliorer le service public d'éducation pour assurer la réussite de tous les élèves et l'élévation du niveau de qualification.

LA LOI BLANQUER NE REpond PAS AUX ENJEUX

La loi Blanquer « Pour une école de la confiance » est devenue, au fur et à mesure de ses évolutions, un texte qui bouleverse le fonctionnement du système éducatif.

Nos organisations refusent :

- la création des établissements publics des savoirs fondamentaux sans accord des communautés éducatives,
- une reprise en main de la formation des enseignants basée sur une conception du métier réduite à des fonctions d'exécution,
- la fin de l'évaluation indépendante des politiques éducatives,
- les cadeaux financiers pour l'école privée. Avec cette loi, les communes devront financer l'école privée en maternelle en retirant aux écoles publiques.

POUR UN BUDGET A LA HAUTEUR DES BESOINS DU SERVICE PUBLIC

Alors que de nombreuses réformes structurelles sont à l'œuvre, les décisions budgétaires pour la rentrée prochaine entraîneront inévitablement une dégradation des conditions d'enseignement et d'accès à la formation. Le projet de réforme de la Fonction Publique conduira à des milliers de suppressions de postes et à un large recours à des professeurs contractuels entrant dans le métier sans aucune

formation. Nos organisations s'opposent à ce développement de la précarité. L'École a besoin de personnels formés et sécurisés afin d'enseigner et accompagner chaque élève.

SUPPRESSIONS DE POSTES : PLUS D'ELEVES, MOINS D'ADULTES ?

Les suppressions de postes auront comme conséquences des classes de plus en plus chargées, une inclusion des élèves à besoin particulier de plus en plus difficile, d'autant que les personnels AESH (personnels qui accompagnent l'intégration des élèves à besoins particuliers) sont déjà en nombre insuffisant pour accompagner ces élèves.

REFORME DU LYCEE : UNE OCCASION MANQUEE ?

La réforme du lycée et celle du bac, menée à marche forcée malgré l'opposition de toutes les organisations syndicales d'enseignants se fera avec moins de moyens. Cette réforme ainsi menée ne favorisera pas une plus grande mixité sociale et ne permettra pas de réduire les inégalités sociales et territoriales.

Le vaste plan de communication du Ministre ne cache pas sa volonté d'autoritarisme et ne répond pas à la réalité de nos quotidiens. Ce projet fragilise encore l'École par des transformations profondes élaborées sans les personnels. C'est sur eux qu'il faut s'appuyer pour favoriser la démocratisation de la réussite scolaire.

C'est pour ces raisons que nos organisations appellent les parlementaires à ne pas voter la loi « pour l'école de la confiance ».

***POUR LA PRIORITE AU SERVICE PUBLIC D'EDUCATION,
POUR DES PERSPECTIVES AMBITIEUSES POUR TOUS LES ELEVES ET TOUS LES
JEUNES,
POUR UNE VERITABLE RECONNAISSANCE DE L'ENSEMBLE DES PERSONNELS DE
L'EDUCATION,***

TOUTES ET TOUS MOBILISE.ES LE 30 MARS 2019

MANIFESTATIONS DANS LES TERRITOIRES A L'APPEL DE :

(FSU ?) UNSA-EDUCATION, (CGT-EDUCATION ?) SGEN-CFDT, (SNALC ?) (FO ?)

